

Haïti : Le PIB a encore chuté en 2024 (-4,2%)

Par Le Nouvelliste
27 déc. 2024

L'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) vient de publier son document annuel intitulé « Les Comptes économiques en 2024 ». Ce document présente des données chiffrées de la réalité macroéconomique du pays à partir d'agrégats permettant d'avoir une idée de la performance économique du pays pour l'année qui s'achève. Pour cette première partie de la présentation des Comptes économiques 2024, nous vous présentons le résumé du document avec comme information principale, l'économie haïtienne qui affiche sa 6e année de croissance négative en 2024 avec un PIB de -4,2%.

L'économie haïtienne a affiché en 2024 sa sixième année consécutive de contraction. Le produit intérieur brut (PIB), en valeur constante, est estimé à 568,0 milliards de gourdes pour l'exercice fiscal 2023-2024, (4 milliards d'€) contre 592,7 milliards pour l'exercice fiscal antérieur, soit un repli de 4,2%. Cet abaissement constitue le plus fort déclin de l'économie jamais enregistré depuis la chute de 5,7% du PIB en 2009-2010, consécutive au séisme dévastateur du 12 janvier de la même année.

En effet, le pays a connu au cours de ces six dernières années un enchaînement d'événements défavorables, impactant grandement l'économie haïtienne en particulier - avec une décroissance en moyenne annuelle de 2,3% du PIB - et la vie politique et sociale du pays en général. Parmi les événements qui sont à l'origine du fort affaiblissement de l'économie et de la quasi-paralysie de la vie sociale, au cours de ces dernières années, on relève notamment la pandémie de Covid 19, des cataclysmes naturels, l'assassinat du président de la République - avec l'instabilité politique et sociale accrue qui s'en est ensuivie -et surtout la crise sécuritaire sans précédent avec son lot de criminalité, de décapitalisation et de destruction de richesses.

L'économie a été, encore une fois, victime des soubresauts politiques, jumelés avec un fléau d'insécurité sans commune mesure dans l'histoire contemporaine du pays. Les conséquences de cette situation, notamment en termes de contraintes dans la libre circulation des gens et des biens, de ralentissement drastique des activités, de fermeture ou de déplacement de certaines entreprises, de pertes d'emplois et de déplacés internes, ont grandement contribué à anémier l'économie haïtienne, diminuant ainsi considérablement sa capacité à créer de la richesse en 2024.

Outre les entraves liées à l'écoulement des marchandises à l'intérieur du pays, en raison du blocage des routes nationales numéro 1 et 2 qui desservent pas moins de neuf départements sur dix, la fermeture temporaire de l'aéroport international Toussaint Louverture au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année fiscale 2024, la suspension des vols commerciaux pendant la même période, ainsi que le refus de certaines compagnies maritimes de long cours de rentrer dans le Port international de Port-au-Prince se révèlent être un choc énorme pour l'offre de biens dans l'économie nationale.

Toutes les branches d'activité ont subi les conséquences désastreuses desdits chocs. Ainsi, la contre-performance du PIB en 2024 résulte de la chute combinée des trois grands secteurs d'activité économique. Le Secteur primaire, avec environ 90,2 milliards de gourdes, en valeur constante, a régressé de 5,7% contre 5,6% en 2023. De leur côté, avec seulement 130,8 et 304,0 milliards de gourdes constantes, les valeurs ajoutées des secteurs secondaire et tertiaire ont chuté respectivement de 5,0% et de 3,9%, comparativement à l'année précédente.

Hormis le déclin du PIB, représentant l'offre interne, la situation qui a prévalu dans les ports et aéroports constituait également des goulots d'étranglement pour l'offre externe, en l'occurrence, l'importation de biens qui a chuté considérablement (16,2%). De leur côté, toutes les composantes de la demande globale ont également souffert de la situation générale délétère du pays en 2024.

Par ailleurs, tout en restant excessivement élevées dans l'économie, les hausses des prix ont affiché une certaine décélération par rapport à l'année fiscale 2023. L'Indice Général des Prix à la Consommation (IPC), dont la variation mesure l'inflation, a terminé l'année fiscale avec des hausses respectives en glissement et en moyenne annuels de 27,9% et 25,8 % en 2024 contre 31,8% et 44,1% en 2023.

Parmi les facteurs qui ont contribué au ralentissement de l'inflation en 2024 on peut mentionner notamment (i) une meilleure disponibilité du carburant par rapport à l'année dernière (ii), une baisse et relative stabilité du taux de change sur le marché formel qui est passé de 141 gourdes en moyenne pour un dollar américain en 2023 à 132,2 gourdes en 2024 (iii), la réduction du financement monétaire du déficit fiscal (iv), la baisse relative des cours mondiaux par rapport à l'année précédente, telle que corroborée par l'indice FAO des produits alimentaires qui s'est établi à 113,1 en 2024 contre 119,8 en 2023, enregistrant ainsi une baisse de 5,6%.

Par contre, il existe toujours dans l'économie des facteurs à forte tendance inflationniste qui continuent de tirer les prix à la consommation, notamment :

- le renchérissement de manière incontrôlée et imprévisible du prix de revient des marchandises en raison du rançonnement des transporteurs de marchandises et de passagers pratiqué par les gangs armés sur les principales routes nationales ;
- le déséquilibre sans cesse croissant entre l'offre et la demande de biens sur le marché à cause de l'empêchement de la libre circulation des biens, de la baisse de la production nationale et des importations ;
- l'incertitude généralisée qui a prévalu continue d'alimenter les anticipations des agents économiques avec des effets induits sur les rebondissements des prix à la consommation ; la persistance de l'inflation à deux chiffres dans une économie en dépression est très problématique. Elle érode énormément le pouvoir d'achat déjà précaire des ménages, limitant ainsi davantage leur accès à la consommation des biens de première nécessité.

Ajouté aux centaines de milliers de déplacés internes qui ne peuvent plus exercer leurs petites activités informelles génératrices de revenus (quoique faibles), ce niveau élevé de l'inflation est de nature à accroître la population en insécurité alimentaire et à aggraver la détérioration de ses conditions de vie. A ce propos, selon le rapport du mois d'août 2024 de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) sur l'IPC (Integrated Phase Classification), un total de 5,4 millions de personnes risquait déjà de se trouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

.Cyprien L. Gary